Article 29 du Règlement

M. Manly: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe (M. Tobin) a cité deux lettres. Serait-il disposé à déposer ces lettres à la Chambre?

M. le Président: Je suis certain que le député mettra ces lettres à la disposition du député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly), mais aucune disposition ne prévoit qu'un simple député puisse déposer un document à la Chambre.

• (2210)

[Français]

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, il me fait excessivement plaisir de participer à ce débat d'urgence.

Présentement, beaucoup de rumeurs circulent à propos de l'Accord signé à Paris le samedi 24 janvier, en vue de rapprocher le Canada et la France sur les différends concernant la frontière et les activités de pêche.

J'aimerais rappeler l'origine de ces différends, mais permettez-moi tout d'abord de parler de cet Accord en vertu duquel les deux parties s'engagent à négocier deux nouveaux traités et fixent des dates pour le début et la fin des négociations. Il s'agit là d'un point important qu'on a peut-être perdu de vue dans l'agitation qui a suivi la diffusion de cette nouvelle.

Monsieur le Président, j'insiste sur le fait qu'il n'a été offert aux Français aucun contingent de poisson canadien que l'industrie et les représentants provinciaux n'aient d'abord approuvé lors des rencontres qui ont eu lieu à Ottawa la semaine qui a précédé notre départ pour Paris.

Les contingents sur lesquels nous nous sommes entendus sont ceux qui avaient été établis avec l'industrie et les provinces, soit de 3 500 tonnes de morue dans le golfe du Saint-Laurent et de 3 000 tonnes de morue excédentaire dans la division 2GH de l'OPANO, au large de l'extrémité nord de la côte du Labrador. Les 3 500 tonnes de morue du golfe du Saint-Laurent constituent approximativement la moyenne des prises des bateaux de Saint-Pierre-et-Miquelon au cours des six dernières années à même les stocks du golfe. Cette approche constitue donc un *statu quo*, solution que le Canada n'a cessé de proposer à la France avec l'appui des provinces et de l'industrie. Les 3 000 tonnes de morue de 2GH qui se trouvent au large du Labrador, très au nord, sont excédentaires aux besoins du Canada et, selon les conseillers du gouvernement, de l'industrie et des provinces, constituent une offre raisonnable en 1987 pour sortir de l'impasse où nous nous trouvons.

Le but de cet Accord de Paris était, et j'insiste, monsieur le Président, sur ce point, de sortir de cette impasse qui menaçait de devenir un sérieux obstacle au règlement du conflit frontalier entre le Canada et la France concernant le territoire qui se trouve au large de la Côte-Sud de Terre-Neuve. Ce règlement est absolument nécessaire à l'établissement du contrôle du Canada sur les stocks de morue de la région et à la cessation de la surpêche des bateaux français. Nous sommes finalement sortis de l'impasse et la porte est ouverte à un règlement négocié des deux traités dont j'ai parlé, du conflit frontalier et de la

question des contingents de la France dans les eaux canadiennes pour les quatre prochaines années.

L'inclusion d'un énoncé stipulant que les contingents à négocier avec la France pour la période allant de 1988 à 1991 comprendront les contingents de morue des divisions 2J+3KL de l'OPANO, soit le secteur au large de la Côte-Est et de la Côte-Nord de Terre-Neuve et du Labrador, a suscité beaucoup de confusion.

Entendons-nous d'abord sur ce que cet Accord signifie. Monsieur le Président, cet Accord signifie d'abord que le gouvernement canadien convient de ce que la France répète depuis un an, c'est-à-dire qu'elle n'acceptera pas les contingents proposés pour 1988 à 1991. Par conséquent, le litige frontalier ne sera pas renvoyé devant un tribunal international avant qu'on ajoute aux contingents proposés ceux de certains stocks de morue des divisions 2J+3KL de l'OPANO.

Comme je l'ai déclaré, les Français nous répètent cela depuis longtemps. Nous avons, jusqu'à présent, éludé la question pour tenter de convaincre la France d'accepter de 1988 à 1991 des contingents qui ne comprennent pas de stocks de morue des divisions 2J+3KL. Nous nous rendons maintenant compte, et nous l'avons admis aux Français, qu'ils veulent maintenir leur position de principe et que, par conséquent, si nous voulons régler ce litige frontalier, il nous faudra leur accorder certains contingents de morue des divisions 2J+3KL.

Entendons-nous également sur ce qui n'est pas prévu dans l'accord. En vertu de l'Accord de Paris, le gouvernement canadien n'est pas tenu d'offrir ou d'accepter d'offrir aux Français une quantité donnée de morue des divisions 2J+3KL, si l'on ne parvient pas à s'entendre d'abord sur des contingents pour la période de 1988 à 1991. Il se peut que les revendications des Français soient trop exagérées pour nous permettre de nous entendre sur l'établissement des contingents pour la période de 1988 à 1991. Par conséquent, le renvoi du litige à un tribunal judiciaire international ne ferait que retarder le règlement du problème, ce que nous ne souhaitons pas.

Il se peut également que la question ne soit pas renvoyée devant un tribunal international avant longtemps. Tout, et je le répète, tout est négociable. Rien n'a été conclu en ce qui concerne la période de 1988 à 1991. Ainsi les contingents susceptibles d'être offerts à la France dans le cadre d'une entente en la matière pour la période visée feront l'objet de discussions approfondies avec l'industrie et les gouvernements provinciaux à toutes les étapes des négociations.

J'ai défini l'essentiel de l'Accord de Paris. Cet accord renferme certaines dispositions accessoires et notamment les suivantes: L'Accord permet également aux bateaux de Saint-Pierre-et-Miquelon, et ce jusqu'en 1987, de continuer la pêche dans les secteurs à la périphérie immédiate du golfe Saint-Laurent où ils pratiquent la pêche depuis plusieurs années, contrairement à ce que prescrit l'Accord de 1972 qui a pour effet de limiter les obligations du Canada au secteur situé à l'intérieur du golfe Saint-Laurent. Il s'agit là d'une forme de *statu quo* adopté par le gouvernement canadien.